

SOMMAIRE :

• Spécial Elections

Le 7 novembre, un scrutin sans surprise : les résultats annoncent une écrasante victoire du parti pro-junte

« *Un jour d'élection à Rangoon* », un article de notre correspondante en Birmanie

Réactions internationales

• Spécial Aung San Suu Kyi

Une libération au terme d'une peine « illégale »

Libre, mais dans quelles conditions ?
Pour combien de temps ?

Un signe d'avancée démocratique en Birmanie ?

Aung San Suu Kyi a-t-elle perdu de son influence ?

Citations d'Aung San Suu Kyi: extraits de ses prises de paroles depuis sa libération

• Nous soutenir, nous rejoindre

Les Nouvelles de Birmanie

NOVEMBRE 2010

Edito

En l'espace d'une semaine, deux événements historiques ont eu lieu en Birmanie : le 7 novembre se sont tenues les premières élections depuis 20 ans. Six jours plus tard, le 13 novembre, Aung San Suu Kyi a été libérée après 7 années consécutives d'assignation à résidence. A première vue, deux événements dissociés mais cependant porteurs d'espoir et annonciateurs de renouveau pour le peuple birman.

En regardant de plus près, les choses ne sont malheureusement pas si idylliques.

La décision de la junte d'organiser cette année des élections ne repose aucunement sur le souci de progrès démocratique. Si tel était le cas, les appels répétés de la communauté internationale à tenir un scrutin 'libre, transparent, inclusif' auraient été entendus. Or plus de 2200 opposants croupissent toujours dans les geôles birmanes pour avoir exercé pacifiquement leurs droits civiques et politiques, et la leader du mouvement démocrate birman a quant à elle été exclue du processus électoral qui s'est tenu, de façon opportune, six jours avant sa libération.

Si les généraux ne comptent pas mettre en place une réelle transition vers un système politique plus démocratique, pourquoi ont-ils planifié des élections ? Loin d'avoir été organisées de manière juste et équitable, ces élections ne constituent en réalité qu'une étape supplémentaire pour donner à la dictature militaire au pouvoir une apparence civile et un semblant de légitimité par les urnes. Un vrai problème réside également dans la constitution, qui permet au pouvoir militaire de pérenniser sa domination sur la gestion des affaires birmanes.

Tout le monde s'interroge également sur les véritables intentions des généraux concernant Aung San Suu Kyi : pourquoi prendre le risque de la libérer, après tant d'efforts pour la réduire au silence ? Il s'agit d'un risque calculé de la part des militaires : en libérant l'icône de la lutte pour la démocratie, la junte donne l'illusion d'un geste d'ouverture et tente de calmer les pressions internationales qui pèsent sur elle. De plus, la médiatisation internationale de la libération d'Aung San Suu Kyi offre l'opportunité à la junte de faire oublier les élections, et de renvoyer l'illégitimité du processus électoral au second plan.

Pour mieux comprendre les événements qui ont secoué la Birmanie ces derniers jours, nous vous proposons dans ce numéro spécial une synthèse du processus électoral et une analyse de la libération d'Aung San Suu Kyi qui, à défaut d'être en soi un signe d'avancée démocratique, est une opportunité unique que la communauté internationale doit savoir saisir, en soutenant l'émergence d'un véritable dialogue, à même de conduire le peuple birman sur le chemin de la réconciliation nationale, de la paix et de la démocratie.

Bonne lecture,
L'équipe d'Info Birmanie

Le 7 novembre, un scrutin sans surprise : les résultats annoncent une écrasante victoire du parti pro-junte

Selon les sources gouvernementales, 60% de la population en âge de voter se serait rendue dans les bureaux de vote pour participer aux élections. Sans grande surprise, les résultats officiels du scrutin à l'échelle nationale ont donné une large victoire au parti officiel pro-junte de l'USDP (Union Solidarity and Development Party), qui a remporté 76,52% de l'ensemble des sièges qui étaient à pourvoir au niveau national et régional.

Résultats généraux des élections du 7 novembre 2010

	Party	Nombre total de sièges	%	Chambre haute	Chambre basse	Parlements régionaux
1.	Union Solidarity and Development Party	883	76.52%	259	129	495
2.	National Unity Party	63	5.46%	12	5	46
3.	Shan Nationals Democratic Party	57	4.94%	18	3	36
4.	Rakhine Nationals Progressive Party	35	3.03%	9	7	19
5.	All Mon Region Democracy Party	16	1.39%	3	4	9
6.	National Democratic Force	16	1.39%	8	4	4
7.	Chin Progressive Party	12	1.04%	2	4	6
8.	PaO National Organization	10	0.87%	3	1	6
9.	Chin National Party	9	0.78%	2	2	5
10.	Phalon-Sawaw Democratic Party	9	0.78%	2	3	4
11.	Kayin People's Party	6	0.52%	1	1	4
12.	Taaung (Palaung) National Party	6	0.52%	1	1	4
13.	Wa Democratic Party	6	0.52%	2	1	3
14.	Unity and Democracy Party of Kachin State	4	0.35%	1	1	2
15.	Democratic Party (Myanmar)	3	0.26%	-	-	3
16.	Inn National Development Party	3	0.26%	1	-	2
17.	Kayan National Party	2	0.17%	-	-	2
18.	Kayin State Democracy and Development Party	2	0.17%	-	1	1
19.	National Democratic Party for Development	2	0.17%	-	-	2
20.	88 Generation Student Youths (Union of Myanmar)	1	0.09%	-	-	1
21.	Ethnic National Development Party	1	0.09%	-	-	1
22.	Lahu National Development Party	1	0.09%	-	-	1
23.	Candidats indépendants	6	0.52%	1	1	4
	Total	1,154	100%	325	168	661

Les autres partis arrivent loin derrière :

- le NUP (National Unity Party), qui a pourtant inscrit 995 candidats, ne remporte que 63 sièges. C'est certes un meilleur score qu'en 1990, où le parti – héritier du BSPP du dictateur Ne Win – subissait un camouflet avec seulement 10 députés élus. Malgré son soutien affiché aux militaires, le NUP a obtenu un score de 5,46%, indiquant une large défaite.

- Les partis ethniques shan, rakhine et mon arrivent respectivement troisième, quatrième et cinquième, la majorité de leurs candidats ayant gagné des sièges dans les parlements régionaux.

- Le parti d'opposition démocrate, la NDF, créé par des cadres du parti de la LND, n'obtient que 16 sièges pour 161 candidats, tandis que l'autre parti démocrate (Democratic Party

Myanmar) subit également une défaite sanglante, avec 3 élus sur 48 candidats.

- Divers petits partis ethniques, presque exclusivement composés de candidats pro-junte, récoltent quelques sièges, permettant ainsi au régime d'arguer que les nouveaux parlements prendront en compte la population birmane dans sa diversité.

Suite de l'article page suivante

Le 7 novembre, un scrutin sans surprise : les résultats annoncent une écrasante victoire du parti pro-junte (suite)

Le très grand nombre de sièges remportés par l'USDP signifie que les militaires et leurs partis affiliés exerceront un contrôle quasi absolu sur le Parlement, sachant que des représentants des forces armées disposent déjà d'un quota automatique de 25 % des sièges du Parlement. Dans ce contexte, les dirigeants de l'opposition n'auront qu'une marge de manœuvre symbolique, et aucune chance de réunir les 75% de votes nécessaires pour amender la constitution.



Le général Than Shwe, n°1 de la junte, vote à Naypyidaw le 7 novembre 2010
(Photo: AFP/MYANMA NEWS AGENCY)

Cette constitution pérennise le pouvoir des militaires et leur domination sur la vie politique birmane, grâce notamment à création d'un "Conseil National pour la Défense et la Sécurité" (composé du commandant en chef des armées, de militaires, et de civils nommés par les militaires) qui sera la plus haute instance de pouvoir et par laquelle le parlement devra faire valider toutes ses décisions. Le parlement ne sera vraisemblablement qu'une vitrine démocratique et n'aura aucun réel pouvoir législatif.

Le texte constitutionnel était l'une des raisons du boycott du scrutin par plusieurs partis démocrates dont la Ligue nationale pour la démocratie (LND), le parti d'Aung San Suu Kyi.

Quelques cadres de la LND, contestant cette stratégie du boycott, ont alors créé un nouveau parti démocrate, la NDF. Leur credo : participer aux élections permettra une ouverture politique progressive. Le DP, un autre parti démocrate, composé de quelques candidats très en vue, dont « les trois princesses » (allusion aux candidates Than Than Nu, Nay Yee Ba Swe and Cho Cho Kyaw Nyien, filles des dirigeants birmanes lors de l'accession à l'indépendance de la Birmanie) s'est également constitué. Très populaires auprès de la population, la NDF et le Democratic Party étaient confiants, jusqu'au jour du scrutin, quant à leur possibilité de remporter un nombre important de sièges, et ainsi de peser sur les décisions politiques prises dans les différents parlements.



Les « trois princesses » birmanes. De gauche à droite : Cho Cho Kyaw Nyein, Nayee Ba Swe and Mya Than Than Nu



Un candidat de l'USDP, Kyaw Soe, en train de faire campagne à Rangoon (Photo: Reuters)

Les résultats officiels ont malheureusement douché les attentes des responsables démocrates, et la défaite semble amère. Ainsi le porte-parole de la NDF a déclaré « *je n'accepte pas les résultats des élections car elles n'étaient absolument ni libres ni justes. Nos candidats refusent de reconnaître leur défaite.* » « *Si mon père était en vie, il dirait que cette élection fut la plus misérable de toutes les élections qui se sont tenues dans le pays* » a pour sa part déclaré Than Than Nu, fille de l'ancien premier ministre U Nu et largement défaite par un candidat de l'USDP dans la circonscription de Mandalay où elle se présentait.

« Un jour d'élection à Rangoon »

Cet article a été rédigé par notre correspondante en Birmanie, présente à Rangoon le jour des élections

Dès mon arrivée à Rangoon, trois jours avant les élections, j'ai été frappée par le nombre de camions de campagne circulant dans les rues, des mégaphones posés sur leurs toits jouant des slogans assourdissants, suivis de militants s'agitant à distribuer des tracts. Cette effervescence de l'activité politique semblait constituer un ultime effort de la part des partis politiques pour se faire connaître de leurs électeurs et inciter la population à aller voter. Aucun parti n'a en effet été plus volubile que les partis d'opposition qui ont été gravement entravés, les mois précédents les élections, dans leur capacité à faire campagne.

J'ai rencontré Kaung Myint Htut, alors qu'il sillonnait les rues du canton de South Okkalapa, dans sa Jeep, accompagné de ses supporters. Kaung Myint Htut, ancien prisonnier politique et militant du Mouvement étudiant Génération 88, se présente en tant que candidat indépendant.

Après que la Commission électorale ait dissous son parti en septembre pour défaut d'enregistrement d'un nombre suffisant de candidats, Kaung Myint Htut a décidé de se présenter en tant que candidat indépendant dans ce canton, pour affronter le Maire de Rangoon. Bien que limité dans ses ressources, Kaung Myint Htut est résolu à participer activement aux élections pour prouver à la population que quelqu'un peut prendre la parole contre la junte sans avoir peur des conséquences. Les perspectives de Kaung Myint Htut concernant les élections sont cependant bien éloignées du point de vue de la plupart des habitants de Rangoon. En arpentant le canton de South Okkalapa j'ai eu la chance de parler avec quelques électeurs du quartier et d'entendre leurs points de vue sur les élections du 7 Novembre.



Le candidat indépendant Kaung Myint Htut

Le manque de connaissances du processus électoral et des candidats est flagrant chez les électeurs. Il peut être attribué aux règles restrictives prévues par la Commission électorale et à la controversée constitution de 2008, ainsi qu'au climat politique étouffant du pays. Cela entrave gravement l'accès à l'information du public et se reflète dans les propos des électeurs qui admettent ouvertement ne pas connaître les candidats de leur circonscription ou le parti politique auxquels ils appartiennent. La veille de l'élection, j'ai rencontré Daw Su Su, cadre administratif dans une école privée, qui a déclaré franchement: « *Nous ne connaissons pas les candidats qui se présentent, nous ne connaissons pas leur programme. Nous déciderons au dernier moment* ». Avant d'ajouter que le credo à Rangoon à quelques heures des élections se résumait à peu près à cela : « *Peu importe pour qui vous votez, tant que ce n'est pas l'USDP* ».

Un autre signe attestant de **l'absence générale d'information des électeurs** est l'importance donnée aux logos des partis politiques. Pour de nombreux électeurs, le logo des divers partis a finalement pris plus d'importance que le message du parti lui-même. Un jeune homme que j'ai rencontré le jour des élections a révélé qu'il n'avait pas encore voté, mais qu'il comptait voter pour le «chapeau». Le «chapeau» est le logo du principal parti d'opposition, la NDF, et symbolise le chapeau de bambou traditionnel porté par les paysans. Ce logo avait initialement été utilisé par la LND, parti d'Aung San Suu Kyi. Son utilisation crée donc un amalgame entre les deux partis, au bénéfice de la NDF qui récolte ainsi les fruits de la popularité de la LND. D'autres personnes ont avoué qu'ils choisiront leurs candidats une fois dans l'isoloir, et uniquement selon leur logo. Les partis, conscients de l'importance des logos pour capter l'attention des électeurs se sont ainsi livrés à une âpre bataille.



Campagne du parti d'opposition National Democratic Force

Suite de l'article page suivante

« Un jour d'élection à Rangoon » (suite)

Ce manque d'intérêt de la population concernant les élections laisse planer un doute sur les raisons pour lesquelles les gens vont quand même voter. Habituellement, quand un électorat n'est pas intéressé par le processus politique, il s'abstient tout simplement de voter. Toutefois, le contexte en Birmanie est différent, avec un pays dirigé d'une main de fer par un régime militaire ayant travaillé à instaurer un « état de la peur » depuis plus de quarante ans.

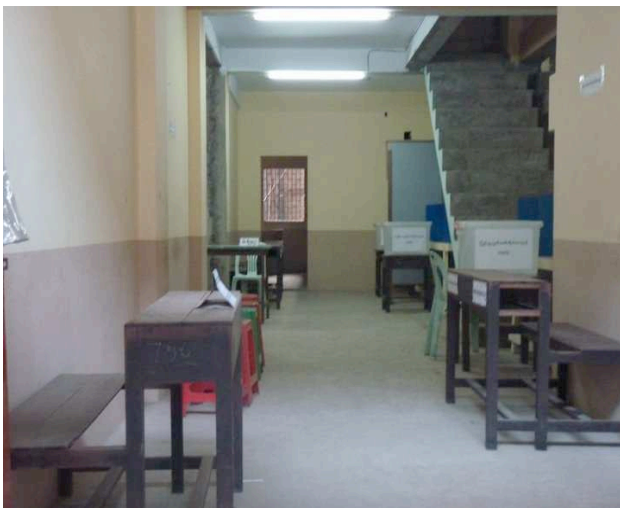
Les menaces et l'usage de la contrainte ont ainsi entraîné de nombreux électeurs à se rendre dans les bureaux de vote par crainte de représailles de la junte. Daw Win, la propriétaire d'un salon de beauté dans le canton de Mingalar Taungnyunt, à Rangoon, a révélé qu'elle a voté pour l'USDP seulement parce que son mari a voté pour le principal parti d'opposition, la NDF : « je veux éviter tout ennui à ma famille », explique-t-elle. De même, un chauffeur de camion qui n'avait pas encore voté m'a affirmé : « il faut que j'aie dans ma circonscription pour voter parce que j'ai peur qu'une personne peu scrupuleuse vote à ma place en utilisant mon nom », a-t-il dit.



Panneau pour inciter à voter pour le parti pro-junte de l'USDP

L'unique personne que j'ai rencontré qui a ouvertement avoué sa volonté de boycotter les élections est un vendeur de bijoux ethniques sur le célèbre marché Aung San à Rangoon. Quand je lui ai demandé s'il comptait aller voter demain, il a scruté les alentours avec méfiance avant de faire une croix avec ses deux index. La croix, symbole du boycott.

Dans la nuit précédant le scrutin, l'atmosphère a radicalement changé à Rangoon. Les stands de rue ont fermé plus tôt que d'habitude et les « teashops », lieux de détente préférés des Birmans, ne comptaient que quelques rares clients. Je me suis réveillée très tôt ce dimanche matin, impatiente de voir Rangoon un jour d'élection. Cependant mis à part quelques journalistes étrangers infiltrés et déguisés en touristes lambda, Rangoon était désert. Les magasins sont restés fermés, peu de gens et de voitures circulant dans les rues, et la police armée jusqu'aux dents patrouillant pour décourager toute tentative de manifestation.



Bureau de vote dans Rangoon

Les électeurs qui ont bravé cette atmosphère étrange, se sont rendus aux urnes à bâtons rompus. Les bureaux de vote étaient faciles à trouver, avec le nouveau drapeau du pays flambant neuf sur leur devanture. Alors que des électeurs entraient un à un dans les bureaux de vote, un grand nombre d'officiels et de policiers se trouvaient aussi bien à l'intérieur que devant les bureaux de vote.

À leur fermeture, alors que les télévisions d'État diffusaient en continu des images des généraux déposant leur bulletin de vote, l'électricité a soudainement été interrompue. Comme toute personne ayant déjà voyagé en Birmanie, j'étais habituée aux pannes de courant quotidiennes. Mais de façon surprenante, ma visite à Rangoon n'a été ponctuée que d'une unique coupure de

courant. Elle a eu lieu dimanche soir entre 18h et 20h, c'est-à-dire juste au moment où les bureaux de vote fermaient et le comptage des voix commençait. Ce n'est peut-être qu'une coïncidence, mais on peut se demander s'il ne s'agissait pas d'une action délibérée de la junte destinée à opérer dans « l'obscurité ».

Réactions internationales suite aux élections

La France : Le Ministre français des affaires étrangères Bernard Kouchner a jugé que ces élections n'étaient « *ni libres ni pluralistes* ». « *Je le regrette, je le condamne* » a ajouté le chef de la diplomatie française. « *La Ligue nationale pour la démocratie (LND) et plusieurs partis représentant des minorités ont été mis à l'écart* », a déclaré M. Kouchner, exhortant « *les autorités birmanes à s'engager sincèrement sur la voie du dialogue avec l'ensemble de l'opposition, ainsi qu'avec les minorités* ». Le Président de la République, M. Nicolas Sarkozy a quant à lui souligné que les modalités d'organisation leur avaient ôté toute crédibilité.

Les Etats-Unis et l'Australie: Le président américain Barack Obama a jugé que les élections du 7 novembre, les premières depuis vingt ans étaient « *tout sauf libres et justes* ». « *Les Etats-Unis continueront à appliquer une stratégie de pression et d'engagement répondant aux conditions sur le terrain en Birmanie et aux actions des autorités birmanes* », a-t-il ajouté. « *Depuis trop longtemps, le peuple de Birmanie se voit refuser le droit de décider de son propre destin* », a-t-il dénoncé lors d'un discours devant des étudiants à Bombay. Dans un communiqué de presse commun, les Etats-Unis et l'Australie « *ont souligné leur regret profond que les autorités birmanes aient échoué à organiser des élections libres, justes et ouvertes* ».

L'Union Européenne: L'Union européenne a déploré « *que les autorités n'aient pas pris les mesures nécessaires pour assurer un processus électoral libre, juste et pluraliste* », selon un communiqué de la chef de la diplomatie de l'UE, Catherine Ashton. « *De nombreux aspects de ces élections ne sont pas compatibles avec les standards reconnus à l'échelle internationale* », a jugé Mme Ashton, citant notamment les difficultés des partis d'opposition à mener campagne et à participer aux élections, les restrictions sévères à la liberté d'expression et de rassemblement, ou l'accès restreint aux médias. Réunissant plus d'une centaine de parlementaires européens, le Caucus inter-parlementaire Européen sur la Birmanie a de son côté appelé l'UE et la communauté internationale à ne pas reconnaître les résultats de ces élections. « *Nous aimerions voir l'UE renouveler ses efforts afin d'établir un véritable dialogue tripartite entre le mouvement démocrate mené par Aung San Suu Kyi, les représentants ethniques et le gouvernement birman dans le but d'assurer réconciliation nationale et transition vers la démocratie.* »

Le Royaume-Uni : A Londres, le ministre britannique des affaires étrangères William Hague a critiqué des « *élections viciées* » dont les résultats sont « *courus d'avance* ». « *Pour le peuple birman, cela signifiera le retour au pouvoir d'un régime brutal qui a pillé les ressources du pays et supervise des violations généralisées des droits de l'Homme* », a-t-il dit.

La Chine : Le 8 novembre, la presse gouvernementale affirmait que : « *les pays voisins, y compris la Chine, soutiennent le Myanmar dans sa démarche de sortir de l'isolation imposée par l'Occident et dans sa tentative d'avancée démocratique, décidant de son avenir en ses propres termes. Nous savons que la transition vers un pouvoir civil ne se fera pas d'une traite mais nous soutenons la direction qui est prise et soutenons le peuple du Myanmar dans sa décision de choisir à quel rythme doit intervenir ce changement.* ». La Chine se félicite de la tenue d'élections générales sans heurts au Myanmar, a déclaré le 9 novembre un porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, HonLei.

Le Japon: Le Japon a fait état de sa « *profonde déception* » quant aux élections qui se sont tenues en Birmanie.

Les Philippines : Le président Benigno Aquino a été le premier chef d'Etat du sud-est asiatique à commenter les élections. Se disant déçu par le faible taux de participation des Birmans, il a déclaré : « *ce que nous espérions était une large participation afin que la Birmanie arrive à un consensus et un nouveau mandat sur lequel le nouveau gouvernement pourrait commencer à travailler.* » Il a ajouté : « *les pays voisins [de la Birmanie] se partagent déjà le poids de l'instabilité, c'est-à-dire les réfugiés birmans. J'espère que les dirigeants pourront pallier aux effets négatifs de la tenue d'élections non inclusives dans les prochains jours, comme par exemple en libérant Aung San Suu Kyi.* »

La Thaïlande: Le premier ministre thaïlandais Abhisit a déclaré : « *il est possible que la violence continue durant les trois prochains mois, en particulier pendant la transition entre le gouvernement actuel et le gouvernement nouvellement élu.* » Il a également souligné son espoir de « *paix et d'ordre* » en Birmanie tout en précisant que « *la Thaïlande ne ferait pas preuve d'ingérence dans la politique intérieure du Myanmar.* »

L'ONU : Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon a déclaré : « *les élections se sont tenues dans des conditions qui n'étaient pas suffisamment inclusives, participatives et transparentes. Les autorités du Myanmar ont maintenant la responsabilité de transformer les conclusions des premières élections depuis 20 ans en un nouveau départ pour le pays et pour son peuple.* » Ban Ki-moon a également exhorté les autorités à libérer les prisonniers politiques toujours en détention et de lever les restrictions de liberté qui pèsent sur la leader de l'opposition Aung San Suu Kyi afin que tous « *puissent participer librement à la vie politique de leur pays* ».



**Aung San Suu Kyi
le 14 novembre 2010,
le lendemain de
sa libération**

Une libération au terme d'une peine « illégale »

Après sept années d'absence de la scène politique en Birmanie, Aung San Suu Kyi est réapparue, acclamée par une foule de partisans en liesse réunis devant sa maison du lac Inya, à Rangoon. Sa première déclaration publique a été accueillie avec ferveur et malgré ses années d'isolement, elle continue plus que jamais de galvaniser tous les espoirs de changement dans le pays.

Sa libération est survenue de façon opportune, le 13 novembre 2010. Il est important de noter que cette libération intervient simplement à l'issue d'une peine de 18 mois supplémentaires d'assignation à résidence. Il ne s'agit donc en aucun cas d'un geste de clémence de la part du pouvoir militaire. Conscients de sa notoriété, les généraux entendent utiliser sa libération pour donner l'illusion d'un geste d'ouverture et ainsi obtenir de la communauté internationale qu'elle relâche la pression et avalise les résultats des élections. En la libérant six jours après le scrutin, les généraux ont tenu leur objectif : exclure Aung San Suu Kyi du processus politique.

Au cours des 21 dernières années, Aung San Suu Kyi a passé plus de quinze ans privée de liberté, privée de tout contact avec ses proches. Elle est assignée à résidence pour la première fois en juillet 1989, peu après la création de son parti, la Ligue Nationale pour la Démocratie (LND). Elle est libérée de sa détention surveillée en juillet 1995, mais ne bénéficie que d'une marge de manœuvre très limitée. En 1999, elle ne pourra pas se rendre au chevet de son mari mourant sachant qu'elle ne sera probablement plus autorisée à rentrer en Birmanie à son retour. Elle est de nouveau assignée à résidence entre 2000 et 2002 et à nouveau en mai 2003, après une tentative d'assassinat à son encontre.

En Mai 2009, quelques jours avant l'expiration de sa dernière assignation à résidence, Aung San Suu Kyi est arrêtée pour avoir violé les conditions de son assignation qui prévoyait l'interdiction de toute visite de personnes extérieures. John Yettaw, un citoyen américain, s'était introduit dans sa résidence après avoir traversé le lac adjacent, refusant de quitter son domicile. En août de la même année, elle est condamnée à trois ans de prison, commués par la suite en 18 mois d'assignation à résidence.

Alors que le droit birman prévoit que la durée maximale de détention d'une personne non encore jugée est de 5 ans, la dernière assignation à résidence d'Aung San Suu Kyi a duré six ans avant que celle-ci n'ait droit à un procès. À deux reprises, en 2008 et 2009, le groupe de travail des Nations Unies sur la détention arbitraire prononce un jugement sans équivoque : sa détention est illégale et en violation du droit international et du droit birman.

Libre, mais dans quelles conditions ? Pour combien de temps ?

Si la libération d'Aung San Suu Kyi est bien entendu reçu avec une joie extrême et un grand soulagement par ses proches, ses sympathisants et par la majorité de la communauté internationale, il est cependant important de rester vigilant : Aung San Suu Kyi a été libérée deux fois par le passé, puis enfermée à nouveau. À l'heure actuelle, il n'y a aucune garantie que cela ne se reproduira pas. Par ailleurs, sa seule liberté physique ne saurait avoir de réel impact sur la situation politique du pays. Bien qu'aucune condition n'ait officiellement été assortie à sa libération, il reste à savoir quelles entraves officieuses le régime militaire posera à sa liberté de mouvement et de parole.

Aung San Suu Kyi est avant tout une dirigeante politique : le parti qu'elle dirige a remporté une victoire écrasante aux dernières élections législatives de 1990. Ses résultats n'ont jamais été reconnus par le pouvoir militaire. La dame de Rangoon a depuis été privée de liberté et de la possibilité de participer à la vie politique du pays. Alors que quatre cents membres de la LND ont été emprisonnés, le parti a été dissous pour avoir dénoncé la mascarade électorale mise en place par la junte. Il est donc difficile de croire à une réelle volonté d'ouverture de la part des généraux.



Première apparition d'Aung San Suu Kyi le 13 novembre 2010

Un signe d'avancée démocratique en Birmanie ?

Lors de sa dernière libération en mai 2002, Aung San Suu Kyi déclarait :

« Ma libération ne doit pas être vue comme un pas significatif vers la démocratie. Que tous les peuples de Birmanie puissent jouir des libertés fondamentales, cela précisément constituerait un pas significatif ».

Si la libération d'Aung San Suu Kyi est un symbole fort d'espoir pour le peuple birman, elle ne doit pas être interprétée à elle seule comme un signe d'avancée démocratique.

Aung San Suu Kyi porte sur ses épaules l'espoir de tout un peuple : celui de mener le pays vers la réconciliation nationale et la démocratie. Cependant, elle ne peut accomplir cette lourde tâche seule : pour cela, elle a besoin de tous ceux qui composent le mouvement démocrate birman, y compris les 2200 prisonniers politiques et l'ensemble des représentants ethniques, aujourd'hui exclus du processus politique.

Concernant le respect des droits de l'homme, la situation du pays est accablante et s'est fortement détériorée au cours de ces dernières années. Au-delà du nombre de prisonniers politiques qui a doublé depuis 2007, une forte répression a été exercée par les autorités autour des élections. Des arrestations de personnes - y compris des moines - s'opposant de façon pacifiste au processus électoral, des cas d'intimidations et de menaces à l'encontre des candidats de l'opposition et des électeurs, des achats de votes et des fraudes massives ont été avérés à travers le pays. Enfin, les violences à l'égard des minorités ethniques n'ont eu de cesse d'augmenter. De nombreux cas de déplacements forcés de populations, de meurtres, de viols collectifs, de travail forcé ont été documentés par diverses organisations locales et internationales ; à tel point que le Rapporteur Spécial des Nations unies sur la Birmanie a appelé à la mise en place d'une commission internationale d'enquête pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité.

Actualités 'spécial Aung San Suu Kyi'

Pour que la libération d'Aung San Suu Kyi ait un véritable impact sur la situation politique birmane, la France et l'ensemble de la communauté internationale doivent :

- Exiger la liberté politique d'Aung San Suu Kyi
- Oeuvrer à la libération immédiate et sans conditions des 2200 prisonniers politiques
- Exiger un arrêt immédiat des hostilités envers les minorités ethniques
- Soutenir la mise en place d'un dialogue sous l'égide de l'ONU entre les généraux, les forces démocratiques et les représentants ethniques

La communauté internationale ne doit pas se contenter du geste symbolique que représente la libération physique d'Aung San Suu Kyi. Elle doit continuer à faire pression sur la junte jusqu'à ce que toutes ces conditions soient réunies. **Alors que certains appellent déjà à la levée des sanctions, il est primordial que ces sanctions perdurent tant que les généraux n'auront pas mis en œuvre des mesures durables et tangibles de progrès et d'ouverture politique.** Les conditions énoncées ci-dessus sont la base sur laquelle la communauté internationale doit se baser pour décider s'il faut abandonner ou au contraire renforcer les sanctions à l'égard de la junte.

Aung San Suu Kyi a-t-elle perdu de son influence ?

A ceux qui se demandent « *quelle est la place d'Aung San Suu Kyi, 65 ans, dans la Birmanie de 2010 ?* », il suffit de regarder les images de la foule rassemblée au siège de la LND le 14 novembre, lors de sa première intervention publique depuis sa libération. Plus de 40 000 personnes étaient présentes pour écouter celle qui, malgré sept années



consécutives d'enfermement, n'a rien perdu de l'immense popularité qui constitue l'une de ses principales forces. Durant ce rassemblement, elle a réitéré son engagement à œuvrer pour son peuple, pour la réconciliation nationale et l'instauration d'un Etat de droit.

Aung San Suu Kyi est le leader incontesté du mouvement démocrate birman. Elle est une force fédératrice inestimable. C'est pour cela que sa libération constitue une opportunité unique, celle de voir naître un véritable dialogue entre les forces démocratiques, la junte militaire au pouvoir et les représentants ethniques. Ce dialogue est la seule solution pour mener le pays vers la réconciliation nationale et la démocratisation du pays.

Suite page suivante



Première apparition
d'Aung San Suu Kyi le
13 novembre 2010



Pour preuve, sa libération a été l'occasion pour les divers partis politiques et représentants des groupes ethniques qui composent le mouvement d'opposition de manifester leur unité et leur loyauté envers Aung San Suu Kyi. La capacité de cette dernière à mobiliser et à unifier tous ces groupes, qu'ils aient ou non participé aux élections, démontre à ceux qui décrivent la Birmanie comme « *un pays en proie à la divisionnisme aiguë, [où] l'opposition est éclatée* »* à quel point leur analyse est erronée. Voici les déclarations d'allégeance à Aung San Suu Kyi, appelant à l'unité et au dialogue qui émanent de ces divers groupes :

- U Tin Maung Aye, Vice President du **Difference and Peace Party (DPP)** : « Daw Aung San Suu Kyi est un leader national essentiel qui peut amener des changements démocratiques dans le pays. Ainsi, il est temps pour les forces démocratiques de s'unir avec elle pour mener un dialogue ... Nous avons vu avec quelle discipline les gens ont attendu sa libération, ce qui signifie que le peuple suit le leader national qu'il a choisi. »
- U Thu Wai, Président du **Democratic Party (Myanmar)** : « La libération [d'Aung San Suu Kyi] est une très bonne nouvelle. Elle peut œuvrer à bien des égards pour son peuple, pour le pays et pour son parti. Nous travaillerons ensemble sur beaucoup de choses. Nous lui avons fait parvenir un message disant que nous espérons qu'elle pourra travailler de manière efficace pour le peuple et pour le pays. »
- Khin Maung Swe, le leader de la **National Democratic Force (NDF)** (parti politique formé après que certains cadres de la LND se soient scindés du parti pour pouvoir participer aux élections) : « Nous sommes prêts à rencontrer Aung San Suu Kyi si elle le veut bien. Elle est notre leader. Tant pis si nous risquons la dissolution pour la rencontrer. Lorsque nous la rencontrerons, nous lui expliquerons pourquoi nous avons créé notre parti et ce que nous avons fait pour le peuple depuis. Nous la considérons comme la dirigeante de la LND mais aussi comme la leader de la démocratie pour 59 millions de personnes. Nous voulons coopérer avec elle [Aung San Suu Kyi] dans la lutte pour la démocratie.»
- U Bo Maung, leader du **United Democratic Party (UDP)** : « Nous sommes très heureux. J'espère que c'est une nouvelle étape vers la démocratie en Birmanie. »
- U Shein Tun, le 2^{ème} Secrétaire Général du **Chin Progressive Party (CPP)** « Nous la considérons comme la leader de toutes les forces démocratiques. Nous avons pour projet de travailler avec elle. Nous l'admirons pour son attitude et sa détermination. Elle est la fille du chef de l'indépendance. »
- Kya O Beak Thaung, le Secrétaire Général du **Chin National Party (CNP)** : « Nous espérons pouvoir rencontrer Aung San Suu Kyi, son père avait discuté avec succès avec les leaders ethniques à Panglong. »
- Nai Ngwe Thein, Président du **All Mon Regions Democracy Party (AMRDP)** : « Nous appelons à une 2^{ème} Conférence de Panglong sous la direction de Daw Aung San Suu Kyi. »
- Nai Han Tha, secrétaire du **New Mon State Party (NMSP)**, « [Daw Aung San Suu Kyi] a beaucoup de compétences et de qualités qui lui permettront d'œuvrer pour la réconciliation nationale. De plus, il y a tellement de gens qui sont prêts à la suivre et elle bénéficie d'un soutien international. Nous pensons réellement qu'elle sera très efficace... Lorsqu'Aung San Suu Kyi sera à la tête du pays, le peuple et l'ensemble des forces du pays la suivront et elle sera soutenue par la communauté internationale. Ainsi, le processus de réconciliation nationale sera très efficace. Le pouvoir en place ne peut plus l'ignorer, ils ne peuvent plus s'opposer à elle. »
- Dr. Tuja, leader du **Kachin State Progressive Party (KSPP)**, (parti politique dont l'enregistrement a été refusé du fait de ses liens avec le groupe armé de la Kachin Independence Organization (KIO) : « Je pense qu'une fois Daw Aung San Suu Kyi sera libre, en engageant un dialogue inclusif avec toutes les parties : le gouvernement militaire, les groupes ethniques et les forces démocratiques, dans la fraternité, nous trouverons une réponse aux problèmes. »

* « *Aung San Suu Kyi, la liberté, et après ?* », Libération, 17 novembre 2010 <http://www.liberation.fr/monde/01012302211-aung-san-suu-kyi-la-liberte-et-apres>

Citations d'Aung San Suu Kyi : extraits de ses prises de paroles depuis sa libération

Après sa libération de sept années en résidence surveillée, Aung San Suu Kyi a couvert un large éventail de questions concernant le passé, le présent et l'avenir de la Birmanie. Voilà quelques-unes des déclarations qu'elle a faites dans les 48 heures qui ont suivi sa libération, le 13 Novembre.

« La liberté d'expression est la base de la liberté démocratique. »

Aung San Suu Kyi

Coopération avec les autres forces démocratiques

- « Notre porte est toujours ouverte à tous ceux qui souhaitent travailler pour la démocratie. Cela a toujours été notre principe et le reste toujours aujourd'hui. »
- « Je suis prête à travailler main dans la main avec les autres forces démocratiques dans le pays. »

Les questions ethniques

- « Nous avons besoin d'une conférence de Panglong en ligne avec le 21^{ème} siècle {...} Je voudrais que cette conférence reflète les sentiments des groupes ethniques au 21^{ème} siècle. »

La participation du public

- « Je ne peux pas le faire toute seule. Je ne veux pas le faire toute seule. Faire seul, ce n'est pas la démocratie. Je vais le faire avec la majorité, avec le peuple de ce pays, et avec la communauté internationale, qui nous a montré sa bienveillance et son soutien. Nous allons le faire avec tout le monde. Nous devons absolument garder cela en tête »
- « Ne pensez pas que la politique ne vous concerne pas {...} tout est politique. La politique ne vient pas simplement à nous pour nous soutenir. La femme au foyer, qui reste à la maison à cuisiner, a aussi quelque chose à voir avec la politique parce qu'elle se bat pour nourrir sa famille avec l'argent qu'elle a à sa disposition. Se battre pour envoyer ses enfants à l'école, c'est de la politique. Tout est politique. Personne n'est à l'abri de la politique. Donc dire que la politique ne vous concerne pas et que vous ne voulez pas vous investir en politique, c'est un manque de conscience politique. »
- « Parce que rien ne peut être accompli sans la participation de la population, nous voulons créer un réseau démocratique mondial, pour le peuple et par le peuple. »
- « Nous déciderons comment procéder après avoir écouté ce que la population a à nous dire. »
- « Je veux écouter les gens. [...] J'ai encouragé les gens à nous écrire pour nous dire ce qu'ils ressentent, ce qu'ils pensent qui devrait être fait. [...] Je pense que nous devons écouter, je dois écouter, en fait j'ai écouté la radio pendant six ans. Je voudrais maintenant écouter des voix humaines. »
- « Je vois des téléphones avec des appareils photo un peu partout. [...] Ce développement technologique doit être utilisé pour le bien de la majorité. La communication amène à la compréhension. S'il vous plaît, utilisez la communication pour favoriser la compréhension mutuelle et l'unité. »

Les prisonniers politiques

- « Je saisis cette occasion pour rendre hommage à nos collègues et camarades qui ont donné leur vie pour la cause de la démocratie, et pour honorer nos collègues et camarades qui sont toujours en prison. Prions pour qu'ils soient libérés dès que possible. »

Les élections

- « Nous avons décidé de ne pas participer aux élections, pour certaines raisons énoncées dans nos déclarations officielles. Tout d'abord, parce que nous ne pensons pas qu'il s'agisse d'une élection libre et équitable, d'autre part parce que nous ne pensons qu'il n'est pas juste d'effacer les élections de 1990 [...], et enfin parce que nous n'avons pas pensé qu'il n'était pas correcte de sacrifier nos camarades pour le bien du parti. »
- « D'après ce que j'ai entendu il y a beaucoup de remises en question quant à l'équité de ces élections, et entres autres, de nombreuses allégations de fraudes électorales. »

Sa détention

- « Pendant ma détention, j'ai eu beaucoup d'interactions avec les gens qui étaient chargés de ma sécurité. Ils ont été bons pour moi. Je dois dire la vérité. Il faut montrer sa satisfaction à ceux qui le méritent, et je dis avec sincérité que je suis reconnaissante à ceux qui étaient chargés de ma sécurité. Je veux que les gens puissent avoir une compréhension et une connaissance mutuelles. »



74, rue Notre Dame des Champs
75006 Paris
Tél: 01 46 33 41 62
www.info-birmanie.org/
Mail: infobirmanie@gmail.com

« Usez de votre liberté pour
promouvoir la nôtre »
Aung San Suu kyi



Info Birmanie est une association loi 1901 à but non lucratif. En étroite collaboration avec des membres de l'opposition démocrate birmane en France et à l'étranger, Info Birmanie entend promouvoir la paix, la démocratie et les droits de l'homme en Birmanie.

Nos actions en France visent à :

Valoriser auprès du gouvernement français et l'Union européenne le modèle politique alternatif porté par le mouvement démocrate birman ;

Alerter les institutions françaises et européennes des violations des droits de l'homme perpétrées par le régime birman ;

Sensibiliser la population française sur la situation politique, économique et sociale en Birmanie en organisant des manifestations publiques, des conférences, des débats, des projections et des événements culturels.

*Rejoignez Info-Birmanie en devenant bénévole,
de manière ponctuelle ou régulière :*

Vous voulez agir, vous rendre utile en participant à nos actions de sensibilisation sur le pays lors des manifestations, salons ou autres manifestations publiques ainsi qu'à promouvoir nos campagnes et pétitions ;

Proposer et développer des projets, des événements ou autres opérations de sensibilisation et d'information en étroite collaboration avec notre coordinatrice

Faire partager votre expérience, vos compétences en contribuant à produire de l'information francophone sur la Birmanie et le mouvement démocratique birman dans la newsletter, sur le site Internet ou contribuer à d'autres dossiers thématiques ;

**Contactez Isabelle ou Marie
au 01 46 33 41 62 ou par mail
à infobirmanie@gmail.com**